

## SECTION DE VENDEE

CTL

La Roche Sur Yon, le 10 décembre 2020

Monsieur le président,

Avant d'aborder les sujets à l'ordre du jour, Solidaires Finances Publiques ne peut faire abstraction de la situation générale du pays. Nous vivons une période d'incertitude liée à une crise sanitaire sans précédent.

Néanmoins, ce gouvernement profite de cette période trouble pour tenter de faire voter certaines lois liberticides ou pour s'exonérer de discussions avec la représentation nationale, en décidant de ce qu'il doit advenir de tout un pays uniquement lors de réunion de «conseils de défense».

Alors que le virus continue de circuler fortement, que la situation a nécessité de nouvelles mesures très fortes avec un deuxième confinement qui est appelé à durer, la première des priorités devrait être uniquement d'en limiter les dégâts.

Des réformes emblématiques et iniques ont ainsi été reportées telles que celles des retraites et de l'assurance chômage notamment.

Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur le fait que la DGFIP maintienne ses réformes voir les accélère.

En récompense du dévouement dont font preuve les agents de la DGFIP pour assurer l'ensemble de leurs missions dans un contexte souvent éprouvant, la DG n'a pas renoncé au Nouveau Réseau de Proximité et ses restructurations. Elle continue d'avancer à marche forcée dans son schéma destructeur. Les quelques messages de remerciement, publiés sur Ulysse dans le courant de l'année provoquent un sentiment de colère ou à minima une profonde amertume et un découragement certain parmi les agents.

A la DGFIP, on nous annonçait que la crise sanitaire devait marquer une rupture avec le contenu et les méthodes éculées des réformes menées par ce gouvernement et ceux qu'ils l'ont précédé. Cette crise allait faire prendre conscience du rôle fondamental des services publics pour affermir le lien social et ainsi répondre aux besoins des usagers pour amortir les effets de cette crise.

Pour Solidaires Finances Publiques, la mission des agents publics est d'assurer le service public pour garantir la cohésion sociale par la réduction des inégalités, l'accès à l'éducation, la santé, la culture, etc.

Au lieu de cela, le dernier contrat d'objectifs et de moyens (COM) implique une baisse des emplois, des restructurations et la priorité donnée au numérique. Concernant le Nouveau Réseau de Proximité, la DGFIP continue d'affirmer auprès des agents et des élus locaux que la mise en place d'un accueil de proximité va permettre d'augmenter la présence des services dans les territoires de près de 30%. Elle oublie systématiquement de préciser que le service rendu n'aura rien à voir avec ce que permet l'organisation actuelle. Comment peut-on

comparer la présence d'un seul agent (1 à 2 fois par semaine, voire par consultation à distance), avec des agents physiquement présents quotidiennement avec une pleine compétence ?

### **La DGFIP low-cost nous n'en voulons pas!**

Pour Solidaire Finances Publiques, des alternatives existent! Ne serait-il pas plus pertinent de renforcer les services existants en les renforçant par l'arrivée de nouvelles missions et de personnels? L'accueil de proximité est un leurre qui sera vite démasqué

**C'est pourquoi nous réaffirmons notre totale opposition à l'ensemble de ce projet, malgré sa validation déjà actée en intégralité par la DG, et nous en demandons de nouveau l'abandon pur et simple.**

En ce qui concerne ce CTL, nous réitérons notre demande quand à avoir un calendrier plus précis sur l'ensemble des restructurations à venir : CDIF, SPF, et plus généralement l'ensemble des services hors NRP, ...

Nous ne voulons pas nous limiter à ceux indiqués dans l'actualisation du calendrier prévisionnel NRP. Tous les services sont concernés !

Solidaires Finances Publiques 85 est attaché au maintien du maillage territorial Vendéen fixe qui disparaît au profit d'un réseau n'appartenant pas à la DGFIP avec un cahier des charges via une convention signée pour une durée de 5 ans. Pour autant le réseau des petites trésoreries étaient déjà fragilisées par un manque d'effectifs organisé par l'administration. En effet, l'exercice des suppressions d'emplois a fortement impacté l'ensemble de nos structures et plus particulièrement les petites unités.

La mise en place du service de conseil aux collectivités locales entraîne la scission entre la fonction de gestion comptable et la fonction de conseil auprès des collectivités locales, ce qui constitue une hérésie pour la très grande majorité des comptables.

Pour Solidaires Finances Publiques, il existe un lien indissociable entre la mission de conseil et la mission de gestion comptable afin de garantir la cohésion et la qualité des deux missions.

La séparation entre les missions des SGC et des CDL va creuser un fossé entre le conseiller et le comptable et accentue la volonté de certaines collectivités de se passer de la DGFIP pour assurer ces missions. Les experts-comptables sont aux aguets !

Par ailleurs, cette logique de taylorisation n'améliore en rien les conditions de travail des agents. Ni la qualité, ni l'intérêt du travail ne s'en trouvent renforcés.

Les difficultés des comptables pour exercer l'ensemble de leurs missions (notamment assurer conjointement la gestion et le conseil) résultent de la concentration des budgets, elle-même fruit des suppressions de trésoreries et des restructurations menées depuis plus de quinze ans, par l'administration elle-même.

Enfin, au regard du Tableau de Bord de Veille Sociale, Solidaires Finances Publiques 85 constate que la situation n'est toujours pas satisfaisante et qu'aucun commentaire ni solution ne figure dans les documents de ce CTL.

On en arrive même au point qu'un certain nombre d'agents n'hésitent plus à exprimer leur volonté de quitter la DGFIP. Quant aux collègues qui restent, Solidaires Finances Publiques 85 ne peut se satisfaire qu'ils se résignent au travail en mode dégradé.